Syndicat cgt AIR FRANCE retraités
Union Syndicale des Retraités d'Air France

NOTRE LETTRE

Octobre 2023 N°79

Retraités CGT AIR FRANCE Sud-Ouest

L'AGENDA

Vendredi 13 octobre
Manifestations
Toulouse 10h00 à Saint Cyprien. **Muret** départ 14h00 Allées Niel
St Gaudens 15h30 Jean Jaurès

« Vous voyez, M'sieur Macron, il y a quelque chose qui me chiffonne. Vous dites ne pas savoir financer la retraite et la santé mais vous prévoyez un budget de 413 milliards d'euros pour l'armement et l'armée soit 40% de plus que le précédent budget de programation budgétaire ? »

La lutte sociale oppose aujourd'hui un gouvernement qui vante les vertus de "la puissance de l'entreprise" des calculs d'utilité, de la religion de la concurrence, à tous ceux qui défendent l'héritage des protections sociales, de l'état providence, de la République sociale promouvant les valeurs de solidarité, de fraternité et de "dette sociale".
Roland Gori Professeur émérite de psychopatologie clinique

De mal en pis

Outre la réforme des retraites qui, malgré une contestation historique dans tous le pays, s'applique à marche forcée depuis le 1er septembre, les sujets qui fâchent ne manquent pas en cette rentrée sociale : contraintes financières intenables imposées à l'assurance chômage, augmentation des franchises médicales, effondrement des services publics, dont notre légendaire système de soins que le monde nous enviait il y a peu de temps encore, instauration d'un nouveau revenu de référence, le «*montant net social*», qui va pénaliser nombre de bénéficiaires de la prime d'activité et du RSA.

S'y ajoute le pouvoir d'achat gangrené par une inflation record et l'effondrement de la consommation.
Pourtant, en dépit des inquiétudes et de la colère qui s'expriment dans le pays, le gouvernement poursuit sa politique néolibérale, dans l'intérêt des grandes entreprises.
En 3 mois, celles-ci ont reversé 46 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, tandis que la misère explose en France.

Après le président des Restos du Cœur qui a lancé un appel sur le risque de faillite de l'association, le Secours populaire, la Croix-Rouge ou encore la Fédération Française des Banques Alimentaires lui ont emboîté le pas.
En cause, pour toutes ces associations : la hausse du nombre de demandeurs en raison de l'inflation et l'augmentation des factures d'énergie ou de carburant. La situation des Français continue d'empirer en 2023 et la précarité gagne du terrain.

Prés de la moitié d'entre eux sont dans l'incapacité, absolue ou partielle, de payer certains actes médicaux.

Plus d'un tiers reconnaissent devoir sauter des repas, certains pour permettre à leurs enfants de manger, n'évoquons même pas la possibilité pour eux de consommer des fruits et légumes frais tous les jours, voire acheter de la viande même occasionnellement.

Pour l'avenir que peut-on attendre d'un gouvernement qui propose une augmentation de 40% du budget militaire pour « *gagner les guerres futures* » et en même temps compte réaliser 16 milliards d'économies supplémentaires l'an prochain ?

La situation est mauvaise, on fonce dans un mur à grande vitesse, en tant que syndicaliste épris de justice de fraternité et de paix, nous ne nous résignons-pas à être les spectateurs d'un désastre annoncé.

Nous avons tous pris conscience de la férocité et de la violence du pouvoir, mais aussi de la force que peut produire nos indignations, nos contestations, nos révoltes, nos rassemblements, nos luttes dans le cadre de l'unité syndicale.

Jacques Passerat

Le mot du secrétaire

Nous y sommes, la rentrée est là, avec son lot d'augmentations dont il est inutile de rappeler le détail, tant nous les subissons au quotidien.
Face à cela le gouvernement programme une hausse des pensions, nos récentes mobilisations n'y sont pas étrangères même si chacun sait qu'elle ne rattraperont pas la perte du pouvoir d'achat. Ajoutons un scandale qui consiste pour le gouvernement à « piocher » dans la réserve des retraites complémentaires AGIRC ARRCO pour compléter le régime général et le gouvernement fait appel au chantage pour y parvenir.

Notre AG du 26 juin a permis de nous retrouver et de faire, entre autre, le point sur notre section. Il faut constater que si les rapports avec nos camarades actifs sont bons, ils ont du mal à se concrétiser par une adhésion à l'USRAF lors du passage à la retraite. Ceci est fortement préjudiciable à notre activité et notre représentativité.
Ainsi, à AIR FRANCE, seuls les CSE (anciens CE) menés par la CGT acceptent les retraités dans leurs restaurants.

De même, dans notre entreprise le syndicalisme retraité n'est pas reconnu, alors que certaines associations le sont.

Mobilisons nous pour la journée d'action intersyndicale du 13 octobre actifs et retraités pour dire :
NON à la réforme des retraites (dont les nouveaux retraités font déjà les frais).
NON à l'austérité,
NON à la répression syndicale et au delà aux atteintes à la liberté de manifester et aux violences,
NON à la précarité,
OUI aux augmentions de salaires et pensions,
OUI au développement des services publics !

Dans la foulée, le 24 octobre il y aura la manifestation des retraités car nos problèmes spécifiques persistent et nous réclamons entre autre une augmentation des pensions de 10%.

Le (la) retraité(e) CGT est également un citoyen et cela nous anime dans notre vie de tous les jours comme consommateur, membre d'une association, acteur de la vie sociale.
Nous n'avons pas abandonné notre esprit militant en quittant l'entreprise même si nous n'avons plus un patron en face de nous.

Notre responsabilité est d'animer et développer cet esprit.

Gérard Gilabert

UKRAINE et ailleurs "HALTE A L'ESCALADE"

Sans exclure nos luttes contre les dérives de choix politiques s'éloignant de la volonté sociale et environnementales, il existe une préoccupation majeure se profilant dans la durée qui perturbe notre sommeil. Elle concerne les conflits générant des guerres, dont plus particulièrement celle en Europe, ayant débutée février 2022 entre la Russie et l'Ukraine.

En tant qu'adhérent à la CGT, une des prérogatives statutaires stipule de lutter pour la paix dont le socle repose sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen datant de 1948, et cela de la naissance jusqu'à la fin de vie, quelques soit le genre en défendant la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

S'il n'est pas de notre ressort de prendre des décisions pour les faire appliquer et aboutir à une paix entre les peuples, notre devoir en tant que citoyens, est de crier haut et fort : **« Halte à l'escalade »**. Dans les années 60, lors la guerre du Vietnam, les plus anciens militants d'entre nous l'avaient exprimé par la revendication.

Même s'il est difficile d'en percevoir l'influence face à une telle agression dans les enjeux géopolitique, **Il faut tout faire afin que les armes se « taisent » le plus rapidement possible.** La diplomatie, sous l'égide de l'ONU, doit reprendre sa compétence sur l'agression militaire. N'est-ce donc pas une des raisons de sa création, le 24 octobre 1945, pour maintenir la stabilité **de la Paix garantissant aussi bien la souveraineté de l'Ukraine** sans oublier les pays engagés directement ou indirectement dans ce conflit.

Il n'est point question de défendre l'agresseur, qui de par ses actes collatéraux, tue des milliers de civils en détruisant des villes et les infracteurs nécessaire à l'autonomie et indépendance de l'Ukraine.

Il n'est pas souhaitable de soutenir ceux qui favorisent la militarisation, sans réfléchir une seule seconde, à concevoir des solutions pour parvenir à la paix. Les conséquences de cette escalade risquent amplement de nous amener vers un cataclysme catastrophique dont aucune personne n'en sortirait indemne.

Nous refusons d'approuver ces enjeux périlleux.

Ce qui, dans la continuité d'une paix retrouvée, pérennisée, l'étendre à tous les secteurs en guerre, par l'objectif de supprimer le surarmement actuel, **coûtant des milliards d'euro, cela au détriment d'investissement pour lutter contre les inégalités.**

Une des propositions pourrait être le retrait de toutes les bases et armements de l'OTAN positionnées de part et d'autre des frontières. Elles attisent les tensions, plus qu'elles ne protègent, par le risque Majeur d'une étincelle mettant le feu à la « poudrière ».

À quoi servirait de défendre notre niveau de vie, d'un point de vue social, en laissant faire le jeu Politicien, alors que nos vies seraient mises en danger par la « gangrène » de cette nouvelle folie empiriques des quatre points cardinaux : l'Est vs l'Ouest, le Nord vs le Sud.

Notre devoir est de contrer par la résistance en luttant contre l'Impérialisme, d'où qu'il vienne.

Tout pour la paix, Rien que la paix dans l'Universalité du Monde entre les peuples

Alain Postel

" La guerre, c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas."
Paul Valéry

Qui pourra sauver le soldat "Air France" ?

Les dernières nouvelles qui viennent de tomber au sujet de notre compagnie, ne peuvent que confirmer nos inquiétudes en ce qui concerne son avenir, et surtout l'avenir de son personnel.

Tout d'abord nous apprenions qu'Air France-KLM et airbus négocient en vue d'établir une co-entreprise pour maintenance des équipements de l'Airbus A350**. Que cela cache pour l'avenir de la maintenance au sein d'air France ?**

Ensuite dans la continuité de la stratégie actuelle de l'abandon plus ou moins volontaire du « court courrier », nous apprenons aussi qu'Air France risque de perdre la liaison corse qu'elle partage avec air Corsica, et ainsi d'accélérer son désengagement entamé à Orly. Ce qui ne pourra profiter qu'aux low-cost.
La compagnie Volotea est déjà candidate à prendre le relais pour desservir la corse. Cette low-cost espagnole est devenue la premier compagnie domestique en France.

L'aide de l'État français via la (DGAC), qui l'exempte de l'application du code du travail n'est pas pour rien dans son ascension.
Il est à craindre, que nous vivons ainsi une nouvelle phase du cycle du commencement de le fin pour Air France. Cycle débuté avec la déréglementation des années 70, la privatisation de 2004, et la politique néolibérale menée ces dernières années.

Politique qui donne la priorité aux bénéfices financiers et à la satisfaction des actionnaires au détriment d'un transport aérien de service public, complémentaire avec les autres transports, tout en respectant au mieux l'environnement.

Alain Postel

CO2 : les 1% les plus riches explosent leurs émissions

Jets privés, yachts, villas, voitures de luxe... Le besoin d'ostentation des puissants de ce monde a un effet écologique important. Les ultrariches consomment énormément plus qu'un simple citoyen.
Le Global Bombardier 7500 est un bel avion. Capable de franchir 14 000 km d'une traite, il est parfait pour joindre Paris à Los Angeles. Sa cabine luxueuse, dotée d'un lit *« pleine grandeur »*, d'une cuisine et d'une salle de bains, garantit aux passagers un voyage reposant. On comprend que deux hommes de goût, François-Henri Pinault et Bernard Arnault, l'aient choisi pour leurs pérégrinations.

55 millions d'euros ?

Quand on aime, on ne compte pas.

Un gain de temps incomparable, des sites ont suivi et diffusé certains de leurs déplacements et ont pu constater qu'avec ce type d'aéroplane, ils pouvaient se permettre d'aller de l'ouest à l'est de Londres en un vol de dix minutes.

Ainsi, le besoin d'ostentation des puissants de ce monde a un effet écologique important. Mais il dépasse son seul impact direct.
Pour l'économiste américain Thorstein Veblen l'économie est dominée par un principe : *« La tendance à rivaliser — à se comparer à autrui pour le rabaisser »*. La richesse est le moyen de la différenciation, et son objet essentiel n'est pas de répondre à un besoin matériel, mais d'assurer une *« distinction provocante »*, autrement dit d'exhiber les signes d'un statut supérieur.
Dans le néolibéralisme, le principe de consommation ostentatoire régit la société.
Celle-ci est diversifiée en de nombreuses couches, dont chacune se comporte selon le même principe de distinction : ses membres marquent leur supériorité les uns par rapport aux autres en imitant autant que possible les signes ostentatoires de ceux de la couche supérieure. Et ainsi de suite, de bas en haut. Au total, l'imitation conduit à un torrent de gaspillages, le mode de vie désastreux du haut de la pyramide générant les modes de vie de l'ensemble de la société.
Et quand on se trouve dans une situation d'inégalité énorme, comme c'est le cas en ce début du 21e siècle, les signes du gaspillage influencent énormément les modes de vie.
C'est pourquoi ils sont devenus insupportables sur le plan écologique. **J. Passerat**

Préservons notre sécurité sociale

La sécurité sociale est depuis des décennies la cible de tous les gouvernements de droite comme de gauche.
Tout est fait pour réduire les dépenses liées à la santé, mais aussi le principe même de la sécurité sociale : **chacun cotise selon ses moyens, chacun bénéficie de soins selon ses besoins.**
Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2024 franchit un cran dans la remise en cause de la Sécu.
Les malades vont devoir débourser 50 centimes supplémentaires sur chaque boite de médicaments (franchise médicale) et 1 euro supplémentaire pour chaque consultation chez le médecin généraliste (participation forfaitaire).
Les médecins de ville devront diminuer les dépenses : moins de prescriptions, utilisation des génériques, baisse des arrêts maladies …
Au moment où de nombreux hôpitaux et services sont dans une situation catastrophique, il est prévu une évolution de leur budget inférieure, et de beaucoup, à l'inflation !
Dans le même temps, le gouvernement offre 75 milliards d'euros aux patrons sous forme d'exonérations sociales.
Plus que jamais, l'unité des organisations syndicales doit se réaliser pour défendre la sécu !

- **Non à la franchise médicale et à son doublement !**
- **Abrogation de toutes les lois de remise en cause de la Sécurité sociale !**
- **Arrêt des exonérations patronales !**
- **Retour à la Sécu de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière !**

Francis Martinez

Médicaments, des pénuries qui ne doivent rien au hasard

Toute personne qui entre dans une pharmacie s'attend désormais, lorsqu'elle présente son ordonnance, même s'il s'agit d'un renouvellement, au traditionnel : ah, celui-là est en rupture !
Le défaut d'approvisionnement peut affecter du Doliprane aux antibiotiques.
Comment en est-on arrivé là ?
Délocalisations à outrance, principes actifs fabriqués en Chine ou en Inde. Abandons de molécules anciennes, simples à produire et efficaces, mais ces critères ne pèsent pas lourd face à la loi du profit.
Les laboratoires préfèrent ne plus produire les médicaments qu'ils jugent ne plus être rentables au bénéfice de médicaments récents aux profits juteux.
Par exemple, la vente à 20€ la dose de vaccin contre le Covid a permis à Sanofi de faire un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros en 2022.
La fédération des industries chimiques CGT porte l'exigence de réindustrialiser le pays, notamment sur les produits pharmaceutiques pour lesquels nous sommes devenus dépendants.
Droit d'accès au médicament ou profit à tout-va, il faut choisir !

source : La Vie ouvrière

Contacts

GILABERT Gérard	**06 74 07 24 84**	**CHAZOTTES J-C.**	**06 47 34 67 08**	**BERTRAND Roger**	**06 26 49 14 73**
BOURDEL Guy	**05 61 39 06 91**	**POSTEL Alain**	**06 74 98 16 67**	**MELCHER Thierry**	**06 82 40 37 97**
GRABIE Jean	**05 61 39 80 49**	**MARTINEZ Francis**	**06 14 84 76 75**	**PASSERAT Jacques**	**06 06 47 33 30**

Remue – Mémoire

Cette photo prise il y a une trentaine d'années rassemble en grande partie l'équipe peinture de Montaudran. On reconnaît de gauche à droite : n°1 Henry ZURCHER, n°2 CROS (pompier), n°3 Pascal MAHIEUX, n°4 (?) n°5 Bernard CONTRERAS, n°6 Hervé ORIVÉS, n°7 Guy MILLERAND, n°8 Christian ARTIS (récemment décédé) n°9 Jacques CARTRON, n°10 JOINIS, n°11 Yves ROUGE, n°12 SERGUES, n°13 DUROZIER, n° 14 Claude MONFRAIX, n°15 LANASPEZE, n°16 Michel CAZES, n° 17 Jean DROUÉ.

Depuis notre dernière lettre en juin nous avons appris le décès de plusieurs collègues amis ou camarades.

Début juillet il s'agissait de **Monique DANNENBERGER** épouse de notre camarade Jean Pierre.

Fin juillet **Thierry LAGAUZERE** est décédé à l'âge de 63 ans. Notre camarade Thierry a travaillé à Basso, à la croix du sud puis au chapitre.
Syndiqué CGT il était membre de la CEN de l'UGICT.

Fin juillet également **Christian ARTIS** est décédé, notre camarade était peintre en lettres à Montaudran (voir photo en haut de page).

Début Aout décès de **Claude LAFFAGE** mécanicien à DM-TX Montaudran.

Début septembre décès **d'André LAFON** mécanicien équipement à DM-TV.

L'équipe de « Notre Lettre » a une pensée particulière pour tous ces amis, camarades et collègues avec lesquels nous avons parcouru une partie du chemin. Nous avons également une pensée pour leur famille.